

ÉTATS-UNIS

Washington, nid des lobbyistes ukrainiens



Depuis le début de la guerre, l'Ukraine mobilise comme jamais ses relais dans la capitale américaine pour maintenir une pression maximale sur le Congrès, les groupes de réflexion et les journalistes, afin d'obtenir toujours plus de livraisons d'armes

Par **SARAH HALIFA-LEGRAND**,
correspondante à Washington



◀ Des soldats ukrainiens et des familles assistent à une conférence de presse sur la guerre en Ukraine devant le Capitole le 31 janvier.

Shai Franklin vient de charger le coffre de sa voiture de boîtes de médicaments périmés, récupérés dans les hôpitaux de Washington, pour les acheminer en Ukraine. « Parfois, le lobbying implique de se retrousser les manches », commente ce vieux routier des arcanes de la capitale américaine, plus habitué à arpenter les couloirs du Capitole en costume-cravate qu'à faire de la manutention sur un trottoir battu par un vent glacial. Car Shai Franklin dirige la société Your Global Strategy, l'un des 34 « agents de l'étranger » – l'appellation officielle des relais d'influence œuvrant pour le compte de puissances étrangères – qui remuent ciel et terre pour orienter la politique américaine sur l'Ukraine. Des lobbyistes qui font de l'humanitaire ?

“FAÇONNER L'OPINION”

Depuis quinze ans que Ben Freeman observe à la loupe le monde secret de l'influence étrangère au Quincy Institute, il n'avait jamais vu chose pareille : « Le lobby ukrainien est extraordinaire à tous points de vue. Par le nombre d'agents : en un an, ils sont passés de 11 à 34. Par l'activité qu'ils déploient : 13 541 contacts avec le Congrès, des groupes de réflexion et des journalistes rien que sur 2021 – contre 2 834 pour le lobby

saoudien, pourtant l'un des plus importants à Washington. Et enfin par le coût dérisoire de leurs opérations : ils travaillent principalement en bénévoles. » Le chercheur n'en revient pas : « Du lobbying gratuit, c'est un comble ! » Selon lui, deux facteurs ont contribué à créer ce phénomène sans précédent : « Pour l'Ukraine, il y va de sa survie ; et ces cabinets croient en sa cause. »

Shai Franklin en est un parfait exemple. Lorsque la guerre a éclaté, le lobbyiste a décidé de travailler sans se demander au préalable si son client allait le payer. « Vous présenteriez une facture à des gens qui risquent de mourir à chaque minute ? » Il officie désormais en bénévole pour l'agence ukrainienne GloBee, qui cherche à développer des partenariats humanitaires et d'affaires avec l'étranger. Sa première mission ? Maintenir l'enthousiasme américain pour l'Ukraine. « Washington peut difficilement continuer à apporter une aide aussi colossale à Kiev sans avoir l'approbation de la population américaine. Pour obtenir le soutien politique, il faut d'abord façonner l'opinion publique. C'est un travail constant », explique Shai Franklin. Derrière les 29,3 milliards de dollars débloqués depuis le 24 février 2022 par l'administration Biden pour aider militairement l'Ukraine, une armada de lobbyistes a œuvré dans l'ombre, inondant les médias, les chercheurs et les politiciens de récits destinés à convaincre les Américains de soutenir coûte que coûte Kiev face à Moscou. Si la Maison-Blanche a enfin donné son feu vert aux livraisons de tanks et de missiles longue portée, après le discours de Volodymyr Zelensky devant le Congrès américain le 21 décembre dernier, c'est parce que tous ces relais avaient préparé le terrain depuis de longues semaines.

Une jeune femme brune nous attend dans le café de la librairie Kramers en pianotant sur son téléphone. Veronika Velch est l'une des lobbyistes les plus actives de la capitale. Ukrainienne, elle est mariée au cinéaste Oleg Sentsov qui, après avoir connu les geôles russes, est parti se battre sur le front du Donbass. Elle a accouché cette année de son premier enfant à des milliers de kilomètres de sa famille. Elle a un carnet d'adresses fourni, en Ukraine et aux Etats-Unis, où elle travaille pour Ridgely Walsh, une société de conseil dirigée par une ancienne attachée de presse de George W. Bush, qui a mis sa force de frappe au service de Kiev sans toucher un centime. « Dans les jours qui ont suivi l'invasion, les besoins en lobbying étaient immenses, se souvient-elle. Tout était désorganisé. ➤

➔ *Kiev avait besoin de conseils sur tout, il fallait qu'on les aide directement pour peser à Washington.* » Puis l'Ukraine s'est organisée. Son ambassadrice et son ministre des Affaires étrangères ont repris les rênes. « *On s'est alors surtout contentés d'appuyer le travail de Kiev auprès des décideurs politiques, des médias et des chercheurs.* » La lobbyiste a notamment marqué un grand coup en juillet dernier, en faisant venir à Washington des pilotes de chasse ukrainiens. Dîner dans un restaurant italien avec plusieurs médias, rendez-vous avec des élus du Congrès, réunions au Pentagone et au Département d'Etat, interview sur CNN avec l'acteur Sean Penn... Ils avaient pu expliquer leurs besoins en avions de chasse et en systèmes de défense aérienne avant de retourner dans leurs régiments. « *C'est beaucoup plus difficile de dire non à quelqu'un quand tu l'as devant toi* », argue-t-elle.

“PROCESSUS D'ÉDUCATION”

Des armes. Toujours plus d'armes. C'est la priorité absolue des Ukrainiens qui demandent à leurs relais de maintenir une pression maximale sur le sujet à Washington. En pull kaki, un drapeau américain cousu sur le bras droit et un drapeau ukrainien sur le gauche, Dan Rice revient tout juste de son cinquième voyage en Ukraine en moins d'un an. Dans un hôtel situé à une vingtaine de mètres de la célèbre K Street où les lobbyistes ont pignon sur rue, ce vétéran médaillé de l'armée américaine s'est mis gratuitement au service des forces ukrainiennes et enchaîne les interviews avec les journalistes. Il ira ensuite déjeuner au Pentagone avec ses anciens camarades de l'académie militaire de West Point devenus des haut gradés de l'armée. Il déroule la *shopping list* des Ukrainiens : plus de missiles à longue portée, notamment

► *Le 20 février, le président Joe Biden se rend à Kiev pour une visite surprise à Volodymyr Zelensky. Ici, devant la cathédrale Saint-Michel.*



▲ *Dan Rice, vétéran au service des forces ukrainiennes, fait jouer ses contacts pour un renforcement de l'aide militaire américaine.*

des systèmes Atcams, des avions de chasse F-16, plus de tanks, de véhicules de combat d'infanterie et de munitions. Et passe le message : « *Avec ces armes qui donnent la capacité de frapper profondément dans les territoires occupés, l'Ukraine peut et va gagner. Et une victoire ukrainienne, c'est une victoire américaine.* » En dépit des difficultés rencontrées sur le champ de bataille, le militaire reste confiant : « *Kiev réclame tous ces équipements depuis le début de la guerre. Il est regrettable que l'administration américaine ait hésité à les lui fournir par crainte d'une escalade. Cela lui a fait perdre un temps précieux et de nombreux soldats. Mais les choses bougent. Un jour le président Biden dit qu'il ne fournira pas de missiles de longue portée et le lendemain il les approuve. Il a fini par accepter de leur donner des lance-roquettes Himars, puis des systèmes de défense antiaérienne Patriot, puis des véhicules de combat Bradley, puis des chars Abrams... C'est un processus d'éducation.* » A Washington, il prêche pour davantage d'aide militaire. A Kiev, il conseille aux Ukrainiens ce qu'il faut réclamer aux Américains. « *Dès mai 2022, je leur ai recommandé de demander des vieux missiles TOW en plus des très modernes Javelin. Car le nombre de Javelin disponibles est limité, alors qu'il y a des dizaines de milliers de TOW excédentaires*



dans les réserves américaines. Et les TOW se sont avérés mortels pour les blindés russes. »

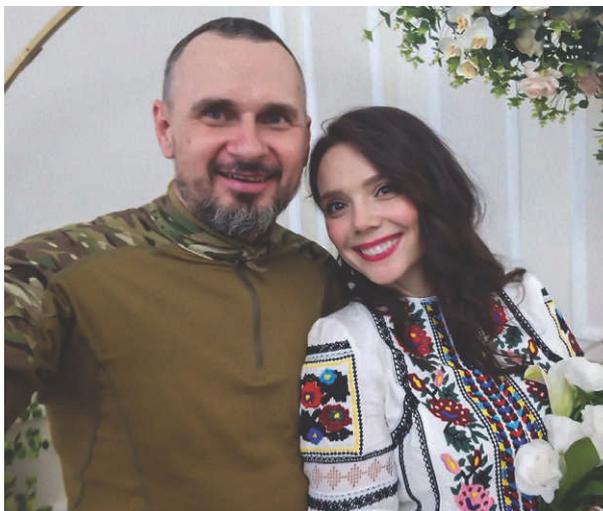
« Le lobby ukrainien amplifie surtout les voix de ceux qui poussent à des réponses américaines plus fermes », remarque le chercheur Ben Freeman. Des réponses en matière d'aide militaire mais aussi économiques. Glassman Enterprises, une société de conseil en médias et en affaires publiques dirigée, elle aussi, par un ancien de l'administration Bush, cherche à obtenir, pour le compte de l'oligarque ukrainien Rinat Akhmetov, des mesures politiques pour mettre fin au commerce de l'acier, des céréales et des minéraux ukrainiens volés par les Russes.

D'autres sont déjà en train de jouer le coup d'après : celui de la reconstruction. Shai Franklin met en relation des maires ukrainiens avec leurs homologues américains susceptibles de les aider, comme celui de Chicago qui a une grande communauté ukrainienne, et prépare le terrain à une visite d'hommes d'affaires américains en Ukraine. Il est loin d'être le seul à miser sur l'avenir. Pour remettre sur pied son économie, Kiev vient de signer un accord avec la banque new-yorkaise JPMorgan, ainsi remerciée pour avoir restructuré sa dette et engagé des millions d'aide aux réfugiés.

NOUVEAU DÉFI

Shai Franklin espère lui aussi tirer un jour les fruits de son travail : « Le pays va se reconstruire, avec des milliards de dollars, et les entreprises qui veulent s'impliquer feront appel à des gens comme moi. » Dans le monde du lobbying, charité bien ordonnée commence par soi-même. « On a des clients d'un côté. Et on a des causes de l'autre. On sépare les deux », explique pour sa part Veronika Velch. « D'un côté, Uber, par exemple, nous sollicite pour notre expertise sur la région pour y mener divers projets. De l'autre, les Ukrainiens font appel à nous pour qu'on les aide. » Elle facture le premier, mais pas les seconds. Mercury Public Affairs, l'un des plus gros lobbyistes de Washington – qui n'a pas répondu à nos demandes d'interview –, a trouvé un autre moyen d'allier bénévolat et gros sous : « En faisant un lobbying gratuit pour que ses clients ukrainiens obtiennent plus d'armes, il remplit les poches de ses clients du secteur de l'armement », remarque Ben Freeman. Voilà donc le business model des lobbys bénévoles.

Pour Mercury Public Affairs, il existe aussi un autre avantage : réhabiliter son image après avoir gagné des millions en travaillant pour des clients russes, telle la Sovcombank, aujourd'hui frappée de sanctions. Mais si



« Le cinéaste Oleg Sentsov, actuellement au front, et sa femme Veronika Velch. Elle travaille pour une société de conseil qui œuvre pour l'Ukraine. »

soutenir les Russes est devenu tabou sur K Street, ces derniers continuent d'œuvrer dans les coulisses. « Certains passent par le truchement de sociétés américaines pour essayer de peser sur les politiques de sanctions du Congrès. Moscou trouvera toujours des lobbyistes prêts à prendre son argent », prédit Ben Freeman. Jusqu'au 24 février 2022, c'était d'ailleurs le lobby russe, extrêmement bien financé, qui menait la danse. Il aurait dépensé 182 millions de dollars en campagnes d'influence depuis 2016, selon OpenSecrets (1). Et avait notamment réussi à bloquer une loi qui prévoyait déjà des sanctions contre des entreprises russes après l'invasion de la Crimée. « Depuis le "reset" diplomatique avec Moscou initié par Barack Obama, ce n'était pas très populaire de plaider contre la Russie », raconte Veronika Velch. Longtemps le lobby ukrainien a prêché dans le désert. En mai 2021, l'administration Biden avait même levé les sanctions sur le gazoduc Nord Stream 2, qui devait permettre à Poutine d'exporter son gaz naturel vers l'Allemagne sans le faire transiter par l'Ukraine. En janvier 2022 encore, le Sénat avait voté pour ne pas les réimposer... Jusqu'à ce que la guerre éclate.

Après un an de conflit, le lobby ukrainien se trouve confronté à un nouveau défi. A la Chambre des Représentants, passée sous contrôle républicain en novembre, des voix commencent à remettre en question l'assistance américaine à Kiev. Or « le Congrès a jusqu'ici fait preuve d'un soutien bipartisan sans faille à l'Ukraine. C'était plutôt l'administration Biden qui freinait, malgré sa promesse de nous soutenir "aussi longtemps qu'il le faudra" », souligne l'Ukrainienne Daria Kaleniuk, directrice du Centre d'Ac-

tion anticorruption. Un soutien bipartisan incarné par deux figures : l'ancienne speaker démocrate Nancy Pelosi, qui s'était rendue à Kiev tout début mai, et le chef de la minorité républicaine du Sénat Mitch McConnell, qui a toujours défendu l'aide militaire aux Ukrainiens. Mais bien que le président américain soit venu rassurer Zelensky de son soutien en lui rendant une visite surprise, à Kiev, le 20 février, une poignée d'élus trumpistes vient maintenant semer la discorde au Congrès. Le représentant Matt Gaetz a ainsi présenté une résolution intitulée « Ukraine Fatigue », qui stipule que « les Etats-Unis doivent mettre fin à leur aide militaire et financière à l'Ukraine ». Ils tiennent en joue le nouveau président de la Chambre des Représentants Kevin McCarthy, qui a eu besoin de leurs voix pour se faire élire. Ils ont des relais influents, comme l'animateur de Fox News Tucker Carlson qui tire à boulets rouges sur les milliards versés à l'Ukraine. Et commencent à trouver un écho dans la population : seuls 48 % des Américains se disent encore favorables à cette aide militaire, contre 60 % en mai dernier.

Le lobby ukrainien flairer le danger. Veronika Velch prévoit d'organiser bientôt une rencontre avec des représentants républicains, en particulier avec leur chef Kevin McCarthy. Mais elle sait aussi que pour alimenter l'intérêt de l'Amérique pour ce lointain conflit, il faut que l'Ukraine se montre à nouveau capable de victoires. « L'Amérique est un pays où "the show must go on". Il faut toujours regarder le prochain film, le spectacle suivant... S'il ne se passe rien, les gens vont cesser de s'intéresser à l'Ukraine. » Avec ses spectaculaires ballons espions, la menace chinoise, véritable priorité du gouvernement américain, est déjà en train de prendre le dessus. ■

(1) Organisme qui étudie les effets de l'argent et du lobbying sur les élections ainsi que sur les politiques publiques.